



Partnering with The Vaccine Fund

Mise à jour février 2004

# Rapport de situation

à  
l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI)  
et au  
Fonds mondial pour les vaccins

par le Gouvernement de la

**République de Côte d'Ivoire**

Date de soumission : 2000 .....

Période considérée : 2003 ... (l'information fournie dans ce rapport **DOIT**  
faire référence à l'année civile précédente)

*(Ne cocher qu'une case) :*

- |  |                                     |
|--|-------------------------------------|
| Rapport initial                              | <input type="checkbox"/>            |
| Premier rapport annuel de situation          | <input type="checkbox"/>            |
| Deuxième rapport annuel de situation         | <input type="checkbox"/>            |
| <b>Troisième rapport annuel de situation</b> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Quatrième rapport annuel de situation        | <input type="checkbox"/>            |
| Cinquième rapport annuel de situation        | <input type="checkbox"/>            |

*Les encadrés ont seulement une valeur indicative. N'hésitez pas à ajouter du texte hors de l'espace prévu.*

*\*Sauf indication contraire, les documents peuvent être communiqués aux partenaires et aux collaborateurs de GAVI*

## **Formulaire de Rapport de situation : Table des matières**

### **1. Rapport sur les progrès réalisés au cours de l'année civile précédente**

- 1.1 Soutien aux services de vaccination (SSV)
  - 1.1.1 Gestion des fonds SSV
  - 1.1.2 Utilisation du Soutien aux services de vaccination
  - 1.1.3 Contrôle de la qualité des données relatives à la vaccination
- 1.2 Soutien de GAVI/Fonds mondial pour les vaccins au titre des vaccins nouveaux et sous-utilisés
  - 1.2.1 Réception de vaccins nouveaux et sous-utilisés
  - 1.2.2 Principales activités
  - 1.2.3 Utilisation du soutien financier de GAVI/Fonds mondial pour les vaccins (100 000 USD) au titre de l'introduction du nouveau vaccin
- 1.3 Sécurité des injections
  - 1.3.1 Réception du soutien au titre de la sécurité des injections
  - 1.3.2 Situation du plan de transition à des injections sûres et une gestion sans risque des déchets pointus et tranchants
  - 1.3.3 Déclaration sur l'utilisation du soutien de GAVI/Fonds mondial pour les vaccins au titre du soutien à la sécurité des injections (s'il a été reçu sous la forme d'une contribution en espèces)

### **2. Viabilité financière**

### **3. Demande de vaccins nouveaux et sous-utilisés pour l'année... (indiquer année à venir)**

- 3.1 Objectifs actualisés en matière de vaccination
- 3.2 Demande confirmée/révisée de nouveau vaccin (à communiquer à la Division des approvisionnements de l'UNICEF) pour l'année...
- 3.3 Demande confirmée/révisée de soutien au titre de la sécurité des injections pour l'année

### **Rapport sur les progrès accomplis depuis le dernier Rapport de situation, sur la base des indicateurs choisis par votre pays dans la demande de soutien à GAVI/FV**

### **5. Points à vérifier**

### **6. Commentaires**

### **7. Signatures**

## 1. Rapport sur les progrès réalisés au cours de l'année civile précédente

Le rapport doit être établi pour chaque type de soutien reçu de GAVI/ Fonds mondial pour les vaccins.

### 1.1 Soutien aux services de vaccination (SSV)

#### 1.1.1 Gestion des fonds SSV

*Veillez décrire le mécanisme de gestion des fonds SSV, y compris le rôle du Comité de coordination interagences (CCI).*

*Veillez faire rapport sur tout problème rencontré dans l'utilisation de ces fonds, par exemple une mise à disposition tardive pour la réalisation du programme.*

#### ***Problèmes posés en matière de soutien au renforcement de la vaccination :***

Les 23 districts de la zones sous contrôle non gouvernementale n'ont pu entrer en possession des fonds pour le renforcement des activités du fait de la situation socio politique.

#### ***Mécanisme de gestion des fonds, y compris le rôle du Comité de Coordination Interagence (CCIA) :***

Les fonds sont gérés selon le mécanisme suivant : la DC PEV prépare le programme trimestriel des dépenses qu'elle soumet à l'approbation du Comité de Coordination Inter Agence (CCIA). Celui-ci analyse et valide le programme de dépenses.

Le Directeur des affaires financières du Ministère d'Etat, Ministère de la Santé et de la Population ordonne les différentes dépenses qui lui sont soumises, ensuite il les renvoie au gestionnaire comptable du Ministère d'Etat, Ministère de l'Economie et des Finances pour paiement, après que le contrôleur financier du Ministère d'Etat, Ministère de la Santé et de la Population ait effectué son contrôle sur ces différentes dépenses.

Notons que dans le circuit des dépenses des fonds GAVI, tel que recommandé par le CCIA, les chèques émis sur les fonds doivent avoir la co-signature d'un représentant des partenaires au développement, en l'occurrence l'AMP et le gestionnaire comptable.

Disposition à la périphérie : le régisseur du trésor public dans chaque district est commis à la gestion des fonds en collaboration avec les Directeurs Départementaux de la santé.

## 1.1.2 Utilisation du soutien aux services de vaccination

Au cours de l'année écoulée, les principaux secteurs d'activité suivants ont été financés par la contribution de GAVI/Fonds pour les vaccins.

Fonds reçus pendant l'année 2003 : 296 770 500 F CFA

Solde (report) de l'année 2002 : 191 708 959 F CFA

Tableau 1 : Utilisation des fonds pendant l'année civile considérée 2003

ACTIVITES	CREDIT AUTORISE EN F CFA	MONTANT DEPENSE EN 2002 EN F CFA	MONTANT DEPENSE EN 2003 EN F CFA	% DEPENSE A LA FIN 2003	MONTANT DISPONIBLE FIN 2003* EN F CFA
Mise en oeuvre du micro plan et formation des agents de santé vaccinateurs	177 400 000	119 969 499	32 445 827	86	24 984 674
Formation des formateurs régionaux	20 000 000	20 000 000	0	100	0
Elaboration des outils de supervision du PEV	3 000 000	0	0	0	3 000 000
Formation de la cellule de coordination du district à l'introduction de l'hépatite B	4 200 000	4 194 000	0	100	6 000
Formation des ASC ou des matrones à la communication pour la vaccination dans 80% des districts	12 000 000	11 672 285	0	97	327 715
Equiperment des nouveaux districts en matériel roulant	52 237 420	52 200 000	0	100	37 420
Dotation des districts de dispositifs de destruction des déchets médicaux	70 000 000	0	0	0	70 000 000
Développement du cadre comptable	5 891 000	0	0	0	5 891 000
<b>Sous total des activités liées à la couverture vaccinale</b>	<b>344 728 420</b>	<b>208 035 784</b>	<b>32 445 827</b>	<b>70</b>	<b>104 246 809</b>
Mission de supervision dans les régions et les districts	57 155 000	2 045 481	7 271 519	16	47 838 000
Renforcement du parc informatique des districts et de la DCPEV	50 000 000	49 975 596	0	100	24 404
<b>Sous total des activités liées au suivi-Evaluation</b>	<b>107 155 000</b>	<b>52 021 077</b>	<b>7 271 519</b>	<b>55</b>	<b>47 862 404</b>
Mission de vérification des dépenses par le Trésor (provision)	12 000 000	12 000 000	0	100	0

ACTIVITES	CREDIT AUTORISE EN F CFA	MONTANT DEPENSE EN 2002 EN F CFA	MONTANT DEPENSE EN 2003 EN F CFA	% DEPENSE A LA FIN 2003	MONTANT DISPONIBLE FIN 2003* EN F CFA
Mission du Contrôle Financier (provision)	1 000 000	1 000 000	0	100	0
Mission d'audit des comptes (provision)	4 000 000	4 000 000	0	100	0
<b>Sous total des activités de gestion du compte GAVI</b>	<b>17 000 000</b>	<b>17 000 000</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>468 883 420</b>	<b>277 056 861</b>	<b>46 988 865</b>	<b>69</b>	<b>144 837 694</b>

\*Ce montant disponible n'inclut pas le décaissement de la troisième tranche, les dépenses non planifiées afférentes aux frais d'établissement de chèquiers au titre des années 2002 et 2003, aux frais de virement dans les districts sanitaires locaux en 2002 soit respectivement : 296 770 500 F CFA, 37 500 F CFA et 98 850 F CFA  
Montant disponible incluant le décaissement de la deuxième tranche et les frais non planifiés de gestion du compte : **441 471 844 F CFA**

***N B :** Un ajustement a été fait par rapport au rapport annuel 2002 sur les montants dépensés en 2002. En effet, le rapport annuel tenait compte uniquement des ordres de paiement pour déterminer les montants dépensés. Cependant, nous tenons compte maintenant des montants effectivement décaissés pour déterminer la disponibilité financière. En outre le crédit total autorisé en 2002 qui était de 470 992 420 F CFA ne tenait pas compte des taux de change nominaux effectifs (\$US/FCFA) donnés par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), ceux-ci étaient respectivement de 768,34 F CFA pour le premier décaissement et de 747,25 F CFA pour les nouveaux vaccins.*

*\*Si aucune information n'est disponible parce que des aides globales ont été versées, veuillez l'indiquer sous « autres ».*

*Veuillez annexer les comptes rendus de la (des) réunion(s) du CCI où l'attribution des fonds a été examinée..*

**Date de la réunion du CCIA où l'attribution des fonds a été examinée : 14 Mars 2002**

*Veuillez faire rapport sur les principales activités réalisées pour renforcer la vaccination, ainsi que sur les problèmes qui se sont posés dans la mise en œuvre de votre plan pluriannuel.*

*Les principales activités réalisées pour renforcer la vaccination sont : Le renforcement des capacités, les activités de communication pour le PEV, les activités supplémentaires et la supervision.*

<b>ACTIVITES REALISEES</b>	<b>DATES ET LIEUX</b>	<b>Sources de financement</b>
<b>REINFORCEMENT DES CAPACITES</b>		
Participation à l'élaboration du plan d'urgence du ministère de la santé en collaboration avec tous les programmes de santé	Avril 2003 à Abidjan	ETAT
Atelier de réflexion sur la vaccination en circonstance difficile en collaboration avec les partenaires impliqués dans la vaccination en Côte D'Ivoire.	Du 20 au 23 Février 2003 à Aboisso	ETAT
Participation du logisticien du niveau central à l'atelier de formation sur la gestion des vaccins et logistique du PEV à Dakar avec l'appui de l'OMS	Du 19 au 31 Mai 2003	OMS
Formation de 2 agents de la DCPEV au programme EPIVAC d'organisation du système public de prévention vaccinale dans les pays en développement	De janvier à Décembre à Ouidah (Bénin)	AMP
Formation de 6 logisticiens sur le logiciel de gestion des vaccins	17 et 18 Septembre	OMS
<b>ACTIVITES DE COMMUNICATION POUR LE PEV</b>		
Diffusion des articles et outils de communication sociale en faveur du PEV aux districts	De janvier à Décembre	ETAT
Mise en place d'un partenariat pour la promotion du PEV avec les médias	Avril 2003	ETAT
<b>ACTIVITES SUPPLEMENTAIRES</b>		
Riposte vaccinale aux épidémies de rougeole déclarées dans le district de Duékoué et Bocanda	Février-Mars 2003 et Du 11 au 22 juillet	ETAT/OMS/UNICEF
Campagne préventive de vaccination ciblée contre la rougeole dans 11 districts	Du 16 au 26 Avril / du 22 avril au 2 mai / du 2 au 12 décembre / du 27 novembre au 24 décembre	UNICEF
Participation à la réunion de Cape Town sur les campagnes rougeole	Octobre 2003	UNICEF
Investigation des cas de PFA, Rougeole, Fièvre jaune et TMN	De Janvier à Décembre 2003	OMS

<b>SUPERVISION</b>		
Supervision formative dans 14 districts	6 Mars au 2 Avril 2003	GAVI
Réunions du CCIA	18 mars/ 25 mars/ 4 juillet	ETAT
Mission de Supervision et d'appui à la mise en œuvre des activités du PEV dans 16 districts	Du 22 septembre au 4 octobre 2003	GAVI
Mission de supervision des activités de surveillance des maladies dans 20 districts	Du 10 au 25 juin/ du 4 au 19 sept	OMS
Réunion de suivi des activités du PEV et de surveillance intégrée des maladies dans l'ensemble des 65 districts	Du 21 au 23 mai/ Du 26 au 28 mai/ Du 09 au 10 oct/ Du 26 au 29 oct	OMS
Appui à la supervision formative dans les districts de Tiébissou, Toumodi et Yamoussoukro	Septembre – Novembre 2003	OMS
<b>LOGISTIQUE</b>		
Achat et équipement des districts en huit (08) véhicules	12 Février 2003	GAVI (04) /ETAT (04)
Introduction du vaccin contre l'hépatite B dans 8 districts sur les 18 du bloc 3	Du 17 au 24 Février 2003	GAVI
Mission de distribution des vaccins PEV de routine dans les districts ex assiégés et non assiégés	De janvier à Décembre 2003	ETAT/UNICEF
Construction de 3 incinérateurs dans les districts de Tiébissou, Toumodi et Yamoussoukro	Décembre 2003	OMS

### 1.1.3 Contrôle de la qualité des données relatives à la vaccination (CQD) (s'il a été réalisé dans votre pays)

Un plan d'action destiné à améliorer le système d'établissement de rapports sur la base des recommandations découlant du CQD, a-t-il été élaboré ?

Si oui, veuillez annexer le plan.

OUI

NON

Si oui, veuillez annexer le plan et faire rapport sur l'état de sa mise en œuvre.

Un plan d'action spécifique n'a pas été élaboré. Cependant, au cours de l'année 2003, des actions ont été menées tenant compte des recommandations du DQA :

- Révision de la grille de supervision incluant des items sur la qualité des données, sur la liste de contrôle.

- Elaboration d'outils de gestion PEV au niveau central puis diffusion au niveau des districts :

- Registre de vaccination
- Fiches de pointage
- Fiches de rapports mensuels
- Fiches de gestion des stocks de vaccins et matériels d'injection
- Fiches de commande de vaccins et matériels
- Feuilles de température

- Intégration du contrôle de la qualité des données dans les termes de référence des superviseurs à tous les niveaux des districts

**Veillez annexer le compte rendu de la réunion du CCI où le plan d'action pour le COD a été examiné et approuvé.**

*Veillez lister les études réalisées en rapport avec le PEV au cours de l'année écoulée (par exemple, enquêtes de couverture).*

*Aucune étude n'a été réalisée dans le cadre du CQD.*

## **1.2 Soutien de GAVI/Fonds mondial pour les vaccins au titre des vaccins nouveaux et sous-utilisés**

### **1.2.1 Réception de vaccins nouveaux et sous-utilisés pendant l'année civile écoulée**

#### **Début des vaccinations avec le vaccin nouveau et sous-utilisé : Février 2002**

*Veillez faire rapport sur la réception des vaccins fournis par GAVI/Fonds mondial pour les vaccins, y compris les problèmes éventuels.*

*Date(s) de réception des vaccins DTC-Hép B*

*23 Janvier 2003 : 500 000 doses*

*17 Juillet 2003 : 900 000 doses*

*Pas de problèmes rencontrés au niveau de la réception des vaccins.*



## 1.2.2 Principales activités

*Veillez décrire les principales activités qui ont été ou seront entreprises en matière d'introduction, de mise en œuvre, de renforcement des services, etc. et faire rapport sur les problèmes qui se sont posés.*

*En 2003 l'introduction du vaccin DTC HépB a concerné les 18 districts du blocs 3 :*

- *- Du 17 au 24 Février, 8 districts de la zone gouvernementale ont reçu un briefing sur la maladie de l'Hép B, la présentation et les caractéristiques du vaccin combiné, la technique vaccinale, l'utilisation des différents outils de gestion (Registre de vaccination, fiches de pointage, fiches de rapports mensuels, fiches de gestion des stocks de vaccins et matériels d'injection, fiches de commande de vaccins et matériels, Feuilles de température), l'application de la politique du flacon entamé, l'application de la sécurité des injections et la notification des cas de MAPI.*
- *En Mai 2003, les ONG et les partenaires oeuvrant dans la zone non gouvernementale ont été sollicités pour introduire le DTC Hép B dans les 10 districts restant en mettant à leur disposition les supports élaborés à cet effet*
- *Formation des agents vaccinateurs et appui aux activités de vaccination dans 8 districts*

*Les problèmes de sécurité ont fait que les fonds n'ont pas été mis à la disposition des districts situés en zones non gouvernementales. En outre il y a eu l'absence de personnel et de structures bancaires dans ces zones.*

## 1.2.3 Utilisation du soutien financier (100 000 USD) de GAVI/Fonds mondial pour les vaccins au titre de l'introduction du nouveau vaccin

*Veillez faire rapport sur la portion utilisée des 100 000 USD, les activités entreprises, et les problèmes qui se sont posés, par exemple une mise à disposition tardive des fonds pour la réalisation du programme.*

*Le montant de 100 000 USD reçu au titre de l'assistance supplémentaire du fonds mondial pour les vaccins de l'enfance pour soutenir l'introduction de nouveaux vaccins en Mars 2002 a été essentiellement alloué à la construction de 65 incinérateurs, mais il n'a pas encore été utilisé pour des contraintes administratives.*

*Le marché avec la société adjudicatrice a été dénoncée par la tutelle et un nouvel appel d'offre est en cours.*

### 1.3 Sécurité des injections

#### 1.3.1 Réception du soutien au titre de la sécurité des injections

*Veillez faire rapport sur la réception du soutien fourni par GAVI/FV au titre de la sécurité des injections, y compris les problèmes qui se sont posés. La Côte D'Ivoire n'avait pas soumissionné les années antérieures. Un plan d'action de la sécurité des injections est en cours d'élaboration pour l'année 2004.*

#### 1.3.2 Situation du plan de transition à des injections sûres et une gestion sans risque des déchets pointus et tranchants

*Veillez faire rapport sur les progrès accomplis, sur la base des indicateurs choisis par votre pays dans la demande de soutien à GAVI/FV.*

<b>Indicateurs</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Contraintes</b>	<b>Objectifs actualisés</b>
• <i>Nombre de centres vaccinateurs utilisant les SAB et boîtes de sécurité en permanence</i>	<i>Amener 100% des centres vaccinateurs fonctionnels en 2003 à utiliser le dispositif SAB-boîtes de sécurité</i>	<i>88% (1063/ 1203) des centres vaccinateurs utilisent le dispositif SAB et les boîtes de sécurité</i>	<i>Situation sociopolitique défavorable</i>	<i>Amener les centres vaccinateurs des zones assiégées à utiliser le dispositif SAB-boîtes de sécurité</i>
• <i>Nombre d'incinérateurs construits</i>	<i>Construire au moins un incinérateur de type De Monfort par district</i>	<i>- 3 incinérateurs construits par l'OMS. - 8 incinérateurs construits par l'AMP en 2002</i>	<i>Retard dans l'exécution du projet financé par GAVI.</i>	<i>Construire au moins un incinérateur de type De Monfort dans les 55* districts restants en respectant les spécifications techniques</i>
• <i>Nombre de districts déclarant et prenant en charge les cas de MAPI</i>	<i>Amener 100% des districts à notifier et à prendre en charge les cas de MAPI</i>	<i>83% (54 districts sur les 65) notifient et prennent en charge les cas de MAPI</i>	<i>Situation sociopolitique défavorable et activités non budgétisées</i>	<i>Amener 100% des districts à notifier et à prendre en charge les cas de MAPI*</i>

*\*Un nouveau district a été créé en 2003 : Bouaké-Sud.*

### 1.3.3 Déclaration sur l'utilisation du soutien de GAVI/Fonds mondial pour les vaccins au titre du soutien à la sécurité des injections (s'il a été reçu sous la forme d'une contribution en espèces).

*L'an dernier, les principaux secteurs d'activité suivants ont été financés (préciser le montant) par le soutien de GAVI/Fonds mondial pour les vaccins au titre de la sécurité des injections :*

*SANS OBJET car il n'y a pas eu de soumission au fonds pour la sécurité des injections*

## 2. Viabilité financière

- Rapport initial : Décrire brièvement le calendrier et les principales mesures prises pour améliorer la viabilité financière et élaborer un plan de viabilité financière.
- Premier rapport annuel de situation : Soumettre le plan de viabilité financière complété dans les délais prescrits et décrire l'assistance qui sera nécessaire au titre de la planification de la viabilité financière.

**Sans objet**

Deuxième rapport annuel de situation : Décrire les indicateurs utilisés pour assurer le suivi du plan de viabilité financière et préciser les valeurs de base et actuelles de chaque indicateur. Préciser, dans le tableau 2 ci-dessous, la proportion annuelle du soutien sur cinq ans de GAVI/FV qu'il est prévu d'échelonner sur dix ans et de cofinancer avec d'autres bailleurs de fonds.

**Tableau 2 : Sources (prévues) de financement du nouveau vaccin DTC Hép B**

Proportion de vaccins financés par	Proportion annuelle de vaccins								
	2003	2004	2005	2006.	2007	2008	2009	2010	2011
Proportion financée par GAVI/FV (%)	51,6%	48,7%	47,1%	45,6%					
Proportion financée par le Gouvernement (%)	12,9%	12,2%	11,8%	12,9%					
Financement total pour DTC HépB *	64,5%	60,9%	58,9%	58,5%					

\* Pourcentage de la couverture par le DTC3 (ou par le vaccin contre la rougeole dans le cas de la fièvre jaune) constituant l'objectif de vaccination avec un vaccin nouveau et sous-utilisé

Rapports subséquents : Résumer les progrès accomplis au regard de la stratégie de financement, des actions et des indicateurs du PVF ; inclure les succès, les difficultés et les réponses aux défis rencontrés pour réaliser les stratégies et les actions décrites. Préciser les valeurs actuelles des indicateurs utilisés pour suivre les progrès accomplis vers la viabilité financière. Préciser le montant des fonds reçus jusqu'à présent par rapport à celui qui était attendu l'année précédente et cette année, ainsi que les mesures prises pour résoudre d'éventuelles difficultés.

Actualiser les estimations relatives aux coûts et au financement du programme en accordant une attention particulière à l'année précédente, l'année en cours et les trois prochaines années. Pour l'année précédente et l'année en cours, actualiser les estimations du financement attendu, qui ont été fournies dans les tableaux accompagnant le PVF, en prenant en compte les fonds reçus à ce jour. Pour les trois prochaines années, actualiser tout changement dans les projections de coûts et de financement. Les mises à jour doivent être effectuées au moyen des tableaux et outils standard utilisés pour l'élaboration du PVF (versions les plus récentes disponibles à l'adresse <http://www.gaviff.org> rubrique « FSP guidelines and annexes », puis français). Décrire l'assistance attendue des partenaires aux échelons local, régional et/ou mondial.

## 2.1. Progrès réalisé dans la Mise en Œuvre du PVF

### **A. STRATEGIES ET MESURES PERMETTANT DE MOBILISER DES RESSOURCES ADEQUATES**

OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR DE BASE DE L'INDICATEUR (année de base : 2002)	REALISATIONS en 2003	DIFFICULTES
Accroître les financements publics destinés au secteur de la santé et spécifiquement au PEV de 5 % chaque année	Croissance annuelle de la dotation budgétaire du PEV de 5 %	2 100 000 000 F CFA	1 138 425 057 (-46%)	- Environnement macro-économique instable et croissance défavorable - Répartition non équitable des fruits de la croissance aux différents secteurs
	Croissance annuelle des dépenses d'investissement du PEV dans le budget de l'Etat de 5 %	315 925 625 F CFA	81 800 000 (-74%)	
Mobiliser les ressources internes non gouvernementales pour le financement du PEV	Disponibilité des fonds privés pour le Financement du PEV	0	0	Situation Socio-politique et économique défavorable
	Disponibilité des Fonds de l'AMU, du FAS, des Conseils Généraux et des Districts autonomes pour le financement des activités du PEV	0	0	Situation Socio-politique et économique défavorable
Mobiliser les financements des partenaires extérieurs pour le PEV	Croissance annuelle des apports financiers des partenaires extérieurs pour le PEV de 10%	2 281 848 401 FCFA	N.D*	L'obtention de l'information concernant les partenaires
	Disponibilité des Fonds Issus de l'Initiative PPTE pour le PEV	N D	0	Les fonds ne sont pas encore disponibles

\*Non Disponible

## **B. STRATEGIES ET MESURES PERMETTANT DE RENDRE LES RESSOURCES PLUS FIABLES**

<b>OBJECTIF</b>	<b>INDICATEUR</b>	<b>VALEUR DE BASE DE L'INDICATEUR (année de base : 2002)</b>	<b>REALISATIONS EN 2003</b>	<b>DIFFICULTES</b>
Améliorer les procédures budgétaires	Réduction de moitié du temps mis entre la demande de fonds et le décaissement effectif	Un mois	ND	Persistance de la Rigidité des procédures budgétaires (SIGFIP)
	Utilisation des ressources propres des établissements sanitaires dans le financement des activités de vaccination	0	0	Sensibilisation non encore effectuée.
	Décaissement de plus de 70% des apports financiers extérieurs	Taux de décaissement des apports financiers extérieurs en 2002	ND	L'obtention de l'information concernant les partenaires
	Disponibilité des montants alloués à la formation et à la supervision des gestionnaires des budgets des districts	0	0	- Environnement économique défavorable

**C. STRATEGIES ET MESURES PERMETTANT D'ACCROITRE L'EFFICACITE AVEC LAQUELLE  
LES RESSOURCES SONT EMPLOYEES**

OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR DE BASE DE L'INDICATEUR (année de base : 2002)	REALISATIONS EN 2003	DIFFICULTES
Accroître l'efficacité avec laquelle les ressources sont employées	Réduction des taux de perte de vaccins DTC-HepB à 10 % et de ruptures de stocks de vaccins à 0 % en 2004	Taux de perte de vaccins DTC-HepB et de ruptures de stocks de vaccins respectivement de 41 % et 13.15 % en 2002	Taux de perte global du vaccin DTC-HepB : 29% Taux de rupture de stock de vaccins DTC Hép B : 11%	Difficultés liées à la mesure réelle du taux de perte, retard d'approvisionnement due aux difficultés de trésorerie de l'Etat
	Réduction des taux d'abandon de 5 % chaque année	Taux d'abandon entre DTC1 - DTC3 : 28 %	<b>29%</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accessibilité financière aux centres de vaccination</li> <li>- Faible qualité des services de santé</li> <li>- Disponibilité des services</li> </ul>

**D. STRATEGIES ET MESURES PERMETTANT D'ASSURER LE SUIVI/EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION DU PVF**

<b>OBJECTIF</b>	<b>INDICATEUR</b>	<b>VALEUR DE BASE DE L'INDICATEUR (année de base : 2002)</b>	<b>NOMBRE DE REUNIONS EN 2003</b>	<b>DIFFICULTES</b>
Garantir l'exécution effective des activités du Plan d'Action de mise en œuvre du PVF	Rapports d'exécution des activités de Suivi et Evaluation pour la mise en œuvre des activités du Plan d'Action du PVF	Nombre de réunions de suivi, de visites de terrain et de réunions de supervision réalisées	4 réunions pour l'élaboration du plan d'action du PVF	Surcharge de travail des membres du comité de pilotage au regard des tâches au quotidien

**NOTES :**

1. Les données budgétaires pour l'année 2003 n'ont pas été utilisées comme données de base, compte tenu des coupes budgétaires constatées dans la mise en place du budget. Le retard constaté dans la mise en place de ce budget ne permet pas une utilisation efficiente des ressources allouées et ne reflète pas le niveau de financement réel requis pour les activités du PEV.

2. Les taux proposés de croissance annuelle de la dotation budgétaire du PEV, de croissance annuelle des dépenses d'investissement du PEV, et de croissance annuelle des apports financiers des partenaires externes seront affinés pour satisfaire aux objectifs de réduction des déficits de financements pour le PEV estimés sur la période.

**3. Demande de vaccins nouveaux et sous-utilisés pour l'année 2004**

*La section 3 concerne la demande de vaccins nouveaux et sous-utilisés et de soutien à la sécurité des injections pour l'année à venir.*

**3.1. Objectifs actualisés en matière de vaccination**

*Confirmez/actualisez les données de base approuvées après examen de la proposition de pays : les chiffres doivent correspondre à ceux qui sont donnés dans les Formulaires de rapport commun OMS/UNICEF. Tout changement et/ou écart **DOIT** être justifié dans l'encadré prévu à cet effet (page 12). Les objectifs pour les années à venir **DOIVENT** être précisés.*



**Tableau 3 : Mise à jour des réalisations en matière de vaccination et objectifs annuels**

Nombre de	Réalizations et objectifs								
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>DÉNOMINATEURS</b>									
Naissances	647 705	669 080	691 159	713 968	737 529	761 867	787 009	812 980	839 808
Décès de nourrissons	2 461	2 543	2 626	2 713	2 803	2 895	2 991	3 089	3 191
Nourrissons survivants	645 244	666 537	688 533	711 255	734 726	758 972	784 018	809 891	836 617
Nourrissons vaccinés / à vacciner avec la 1 <sup>ère</sup> dose de DTC (DTC1)*	536 184	505 855	504 729	437 775	523 941	614 369	710 197	780 461	806 216
Nourrissons vaccinés / à vacciner avec la 3 <sup>e</sup> dose de DTC (DTC3)*	400 048	388 439	374 808****	344 611	424 817	511 974	604 423	702 415	806 216
<b>NOUVEAUX VACCINS**</b>									
Nourrissons vaccinés / à vacciner avec la 1 <sup>ère</sup> dose de DTC + Hép B	76 398	85 086	371 697	437 775	523 941	614 369	710 197	780 461	806 216
Nourrissons vaccinés / à vacciner avec la 3 <sup>e</sup> dose de DTC + Hép B	61 226	71 047	278 807****	332 639	424 817	511 974	604 423	702 415	806 216
Taux de perte de DTC+ Hép B			41%	29%					
<b>SÉCURITÉ DES INJECTIONS</b>									
Femmes enceintes vaccinées / à vacciner avec le TT (VAT2+)	688 832	437 203	363 238	357 492	466 790	578 633	697 349	823 271	956 744
Nourrissons vaccinés / à vacciner avec le BCG	490 409	473 433	458 557	439 824	531 021	624 731	724 048	812 980	839 808
Nourrissons vaccinés / à vacciner contre la rougeole	393 656	395 590	392 262	337 208	417 737	504 660	596 868	694 610	798 154

\* Indiquer le nombre exact d'enfants vaccinés au cours des années passées et les objectifs actualisés (avec le DTC seul ou associé)

\*\* Utiliser trois lignes pour chaque nouveau vaccin introduit

\*\*\* Indiquer le taux de pertes exact enregistré au cours des années passées.

\*\*\*\* La différence avec le rapport annuel de 2002 s'explique par le fait que certains rapports sont venus très tard du fait de la guerre

Naissances vivantes : 3,95% de la population totale

Nourrissons survivants : naissances vivantes - décès

Décès de nourrissons : 3,8 pour mille des naissances

*Veillez justifier dans l'encadré ci-dessous les changements dans les données de base, les objectifs, les taux de perte, le conditionnement des vaccins, etc., par rapport au plan approuvé, ainsi que les chiffres qui diffèrent de ceux qui sont indiqués dans le Formulaire de rapport commun OMS/UNICEF.*

*Une erreur est survenue dans le remplissage du formulaire conjoint OMS-UNICEF pour l'année 2003 : le nombre de nourrissons survivants a été porté comme nombre de naissance. Ces deux chiffres seront corrigés sur le formulaire conjoint OMS UNICEF que vous trouverez joint à ce rapport.*

3.2 **Demande confirmée/révisée de nouveau vaccin** (à communiquer à la Division des approvisionnements de l'UNICEF) **pour l'année 2004**  
*Indiquez que la Division des approvisionnements de l'UNICEF a garanti la disponibilité du nouveau volume de fournitures demandé.*

<b>Vaccins/Matériels</b>	<b>Dates indicatives de livraison</b>	<b>Nombre de doses.</b>
<i>DTP-Hep B (Flacon de 10 doses)</i>	<i>janv-04</i>	<i>624 000</i>
<i>DTP-Hep B (Flacon de 10 doses)</i>	<i>juin-04</i>	<i>624 000</i>
<i>Seringues Auto bloquantes</i>	<i>déc-03</i>	<i>587 000</i>
<i>Seringues Auto bloquantes</i>	<i>mai-04</i>	<i>586 900</i>
<i>Boîtes de sécurité</i>	<i>déc-03</i>	<i>6 525</i>
<i>Boîtes de sécurité</i>	<i>mai-04</i>	<i>6 500</i>

**Tableau 4 : Nombre estimé de doses de vaccins** (pour un seul conditionnement) – (Veuillez établir un tableau par conditionnement demandé à GAVI/au Fonds Mondial pour les vaccins)

		Formule	Pour l'année 2005
<b>A</b>	Nourrissons vaccinés / à vacciner avec la 1 <sup>ère</sup> dose de DTC + Hép B		614 369
<b>B</b>	Pourcentage de vaccins demandés au Fonds mondial pour les vaccins, compte tenu du Plan de viabilité financière	%	80
<b>C</b>	Nombre de doses par enfant		3
<b>D</b>	Nombre de doses	$A \times B / 100 \times C$	1 474 486
<b>E</b>	Coefficient de perte estimé	(voir liste tableau 3)	1,18
<b>F</b>	Nombre de doses (y compris pertes)	$A \times C \times E \times B / 100$	1 734 689
<b>G</b>	Stock régulateur de vaccins	$F \times 0,25$	121 672
<b>H</b>	Stock anticipé de vaccins au début de l'année ....		99 953
<b>I</b>	Total doses de vaccin demandées	$F + G - H$	1 756 408
<b>J</b>	Nombre de doses par flacon		10
<b>K</b>	Nombre de seringues autobloquantes (+ 10% pertes)	$(D + G - H) \times 1,11$	1 660 787
<b>L</b>	Seringues pour reconstitution (+ 10% pertes)	$I / J \times 1,11$	194 961
<b>M</b>	Total réceptacles de sécurité (+ 10% des besoins)	$(K + L) / 100 \times 1,11$	20 599

### Remarques

- **Échelonnement:** Veuillez ajuster les estimations du nombre des enfants devant recevoir le nouveau vaccin si une introduction échelonnée est envisagée. Si les objectifs pour le hep B3 et le Hib3 diffèrent de ceux du DTC3, donnez-en les raisons.
- **Pertes de vaccins :** Les pays doivent planifier un taux maximum de perte de : 50% pour un vaccin lyophilisé en flacons de 10 ou 20 doses ; 25% pour un vaccin liquide en flacons de 10 ou 20 doses ; 10% pour tout vaccin (liquide ou lyophilisé) en flacons de 1 ou 2 doses.
- **Stock régulateur :** Le stock régulateur pour les vaccins et les seringues autobloquantes est fixé à 25%. Il est ajouté au premier stock de doses requises pour introduire la vaccination dans une zone géographique donnée. Inscrire zéro pour les autres années. En cas d'introduction échelonnée, le stock régulateur étant étalé sur plusieurs années, la formule est la suivante : [ F – nombre de doses (pertes comprises) reçues l'année précédente] \* 0,25.
- **Stock anticipé de vaccins au début de l'année... .... :** Il est calculé en déduisant le stock régulateur reçu les années précédentes du nombre des vaccins en stock.
- **Seringues autobloquantes :** Un facteur de pertes de 1,11 est appliqué au nombre total de doses de vaccins demandées au Fonds, à l'exclusion des pertes de vaccins.
- **Seringues pour reconstitution :** seulement pour les vaccins lyophilisés. Inscrire zéro pour les autres vaccins.
- **Réceptacles de sécurité :** Un coefficient multiplicateur de 1,11 est appliqué pour tenir compte des régions où un réceptacle sera utilisé pour moins de 100 seringues.

**Tableau 5 : Taux et coefficients de perte**

Taux de perte de vaccins	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	55%	60%
Coefficients équivalents	1,05	1,11	1,18	1,25	1,33	1,43	1,54	1,67	1,82	2,00	2,22	2,50

\*Veuillez indiquer le même chiffre que dans le tableau 3.

### 3.3 Demande confirmée/révisée de soutien au titre de la sécurité des injections pour les années 2005 et 2006

**Tableau 4.1 : Fournitures estimées pour la sécurité de la vaccination pour les deux prochaines années avec le BCG**

		<b>Formule</b>	<b>Pour l'année 2005</b>	<b>Pour l'année 2006</b>
<b>A</b>	<b>Nombre d'enfants devant être vaccinés contre le BCG</b>	#	624 731	724 048
<b>B</b>	<b>Nombre de doses de BCG par enfant</b>	#	1	1
<b>C</b>	<b>Nombre de doses de vaccins BCG</b>	A x B	624 731	724 048
<b>D</b>	<b>Seringues autobloquantes (+10% pertes)</b>	C x 1,11	693 451	803 693
<b>E</b>	<b>Stock régulateur de seringues autobloquantes</b>	D x 0,25	0	0
<b>F</b>	<b>Total seringues autobloquantes</b>	D + E	693 451	803 693
<b>G</b>	<b>Nombre de doses par flacon</b>	#	10	10
<b>H</b>	<b>Coefficient de perte de vaccins</b>	2 ou 1,6	2	2
<b>I</b>	<b>Nombre de seringues pour reconstitution (+10% pertes)</b>	$C \times H \times 1,11 / G$	138 690	160 739
<b>J</b>	<b>Nombre de réceptacles de sécurité (+10% besoins)</b>	$(F + I) \times 1,11 / 100$	9 237	10 705

**Tableau 4.2 : Fournitures estimées pour la sécurité de la vaccination pour les deux prochaines années avec le DTC + HEP B**

		<b>Formule</b>	<b>Pour l'année 2005</b>	<b>Pour l'année 2006</b>
<b>A</b>	<b>Nombre d'enfants devant être vaccinés contre le DTC + Hép B</b>	#	511 974	604 423
<b>B</b>	<b>Nombre de doses de DTC + HEP B par enfant</b>	#	3	3
<b>C</b>	<b>Nombre de doses de vaccins DTC+HEP B</b>	A x B	1 535 922	1 813 269
<b>D</b>	<b>Seringues autobloquantes (+10% pertes)</b>	C x 1,11	1 704 873	2 012 729
<b>E</b>	<b>Stock régulateur de seringues autobloquantes</b>	D x 0,25	0	0
<b>F</b>	<b>Total seringues autobloquantes</b>	D + E	1 704 873	2 012 729
<b>G</b>	<b>Nombre de doses par flacon</b>	#	10	10
<b>H</b>	<b>Coefficient de perte de vaccins</b>	2 ou 1,6	2	2
<b>I</b>	<b>Nombre de seringues pour reconstitution(+10% pertes)</b>	$C \times H \times 1,11 / G$	340 975	402 546
<b>J</b>	<b>Nombre de réceptacles de sécurité (+10% besoins)</b>	$(F + I) \times 1,11 / 100$	22 709	26 810

**Tableau 4.3 : Fournitures estimées pour la sécurité de la vaccination pour les deux prochaines années avec le VAR**

		Formule	Pour l'année 2005	Pour l'année 2006
<b>A</b>	<b>Nombre d'enfants devant être vaccinés contre la rougeole</b>	#	504 660	596 868
<b>B</b>	<b>Nombre de doses de VAR par enfant</b>	#	1	1
<b>C</b>	<b>Nombre de doses de VAR</b>	A x B	504 660	596 868
<b>D</b>	<b>Seringues autobloquantes (+10% pertes)</b>	C x 1,11	560 173	662 523
<b>E</b>	<b>Stock régulateur de seringues autobloquantes</b>	D x 0,25	0	0
<b>F</b>	<b>Total seringues autobloquantes</b>	D + E	560 173	662 523
<b>G</b>	<b>Nombre de doses par flacon</b>	#	10	10
<b>H</b>	<b>Coefficient de perte de vaccins</b>	2 ou 1,6	1,6	1,6
<b>I</b>	<b>Nombre de seringues pour reconstitution (+10% pertes)</b>	$C \times H \times 1,11 / G$	89 628	106 004
<b>J</b>	<b>Nombre de réceptacles de sécurité (+10% besoins)</b>	$(F + I) \times 1,11 / 100$	7 213	8 531

**Tableau 4.4 : Fournitures estimées pour la sécurité de la vaccination pour les deux prochaines années avec le Vaccin Anti Tétanique**

		<b>Formule</b>	<b>Pour l'année 2005</b>	<b>Pour l'année 2006</b>
<b>A</b>	<b>Nombre de femmes enceintes devant être vaccinées contre le tétanos</b>	#	624 731	724 048
<b>B</b>	<b>Nombre de doses de VAT par femme enceinte</b>	#	1	1
<b>C</b>	<b>Nombre de doses de vaccins Anti Tétanique</b>	A x B	624 731	724 048
<b>D</b>	<b>Seringues autobloquantes (+10% pertes)</b>	C x 1,11	693 451	803 693
<b>E</b>	<b>Stock régulateur de seringues autobloquantes</b>	D x 0,25	0	0
<b>F</b>	<b>Total seringues autobloquantes</b>	D + E	693 451	803 693
<b>G</b>	<b>Nombre de doses par flacon</b>	#	20	20
<b>H</b>	<b>Coefficient de perte de vaccins</b>	2 ou 1,6	2	2
<b>I</b>	<b>Nombre de seringues pour reconstitution (+10% pertes)</b>	C x H x 1,11 / G	0	0
<b>J</b>	<b>Nombre de réceptacles de sécurité (+10% besoins)</b>	(F + I) x 1,11 / 100	7 697	8 921

*Si la quantité indiquée ici diffère de celle qui est précisée dans la lettre d'approbation de GAVI, veuillez en expliquer les raisons.*



**Tableau 5 : Résumé du total des fournitures pour la sécurité des injections – BCG, DTC+Hép B, TT et ROUGEOLE pour les deux prochaines années.**

ARTICLES		Pour l'année 2005	Pour l'année 2006	Justification des changements par rapport à la demande approuvée
Total seringues autobloquantes	BCG	693 451	803 693	
	Autres vaccins	2 958 497	3 478 945	
Total seringues pour reconstitution		569 293	669 288	
Total boîtes de sécurité		46 856	54 966	

**4. Rapport sur les progrès accomplis depuis le dernier Rapport de situation, sur la base des indicateurs choisis par votre pays dans la demande de soutien à GAVI/FV**

Antigènes	Indicateurs (% Couvertures vaccinales en 2002)	Objectifs (%) en 2003	Réalisations (%) en 2003	Contraintes	Objectifs actualisés
BCG	66	76	62	Crise socio-politique : - 6 districts n'avaient aucune activité de vaccination. - 17districts avaient des activités irrégulières	72
DTC Hep B3	54	64	50		60
VAR	56	66	49		59
VAA	51	61	47		57
VAT 2	41	51	50		60

## 5. Points à vérifier

Vérification du formulaire complété :

<b>Point :</b>	<b>Complété</b>	<b>Commentaires</b>
Date de soumission	Oui	
Période considérée (année civile précédente)	Oui	
Tableau 1 complété	Oui	
Rapport sur le CQD	Oui	
Rapport sur l'utilisation des 100 000 USD	Oui	
Rapport sur la sécurité des injections	Oui	
Rapport sur le PVF (progrès réalisés par rapport aux indicateurs PVF du pays)	Oui	
Tableau 2 complété	Oui	
Demande de vaccin nouveau complétée	Oui	
Demande révisée de soutien au titre de la sécurité des injections (le cas échéant)	Oui	
Comptes rendus du CCI annexés au rapport	Oui	
Signatures du Gouvernement	Oui	
Approbation par le CCI		

## 6. Commentaires

→ Commentaires du CCI/du Groupe de travail régional :

## 7. Signatures

Pour le Gouvernement de la République de Côte D'Ivoire

Signature : .....

Fonction : .....

Date : .....

Les soussignés, membres du Comité de coordination interagences, approuvent ce rapport. Les signatures avalisant ce document ne constituent en rien un engagement financier (ou juridique) de la part de l'institution ou de l'individu partenaire.

La responsabilité financière fait partie intégrante du suivi des rapports de résultats par pays assuré par GAVI/le Fonds pour les vaccins. Elle se fonde sur les exigences habituelles du gouvernement en matière de vérification, telles qu'elles sont énoncées dans le formulaire bancaire. Les membres du CCI confirment que les fonds reçus ont été vérifiés et comptabilisés conformément aux exigences habituelles du gouvernement ou du partenaire.

Agence/Organisation	Nom/Fonction	Date	Signature	Agence/Organisation	Nom/Fonction	Date	Signature

~ Fin ~